



Opération mur de fer et exécutions sommaires dans le nord de la Cisjordanie

Description

L'armée israélienne a enclenché une nouvelle phase de sa brutale opération « mur de fer » en Cisjordanie, menant des raids meurtriers et plaçant cinq villes du Nord en état de siège.

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 28 novembre 2025



L'armée israélienne a lancé mercredi une nouvelle opération d'ampleur dans le nord de la Cisjordanie, semant la terreur parmi les habitants. Israël a déclaré que l'opération visait à éliminer les groupes armés palestiniens, mais les habitants affirment que l'armée mène des attaques aveugles contre des civils, bloque des journalistes et des ambulances, et endommage des infrastructures.

L'opération, qui a débuté peu après minuit, a placé Tubas et les villes environnantes de Tammun, Aqaba, Tayasir et Wadi al-Fara en état de siège. Quelques heures plus tard, les forces israéliennes s'étaient déployées à travers de vastes zones du gouvernorat, y compris les

villages voisins d'al-Badhan et de Talluza, isolant Tubas à l'aide de barrages routiers, de monticules de terre et de points de contrôle.

Les soldats sont entrés dans Tubas avec des renforts, des bulldozers et des hélicoptères Apache, qui ont ouvert le feu sur des zones résidentielles, selon le maire de Tubas, Mahmoud Daraghmeh.

À Tammun, les soldats ont endommagé les infrastructures et coupé l'électricité et l'eau dans plusieurs rues. Selon des informations locales, les forces israéliennes ont transformé plusieurs maisons en bases militaires, expulsé les familles qui y résidaient en leur ordonnant de ne pas revenir pendant plusieurs jours.

En fin de journée mercredi, l'armée israélienne avait arrêté plus de 73 personnes, et la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) faisant état de 10 blessés suite à des « coups violents ». Quatre d'entre eux ont été hospitalisés, tandis que les six autres ont été soignés sur place. L'organisation a ajouté que ses équipes avaient été confrontées à des obstructions continues de la part des forces israéliennes à Tubas et Tammun depuis l'aube.

Punition collective

Plus de 50 000 Palestiniens vivent dans les cinq villes désormais encerclées par l'armée.

Avec le couvre-feu militaire en vigueur, les autorités locales ont été contraintes de suspendre les cours dans les écoles ainsi que les activités des institutions et services publics dans tout le gouvernorat.

Le gouverneur de Tubas Ahmed Asaad a condamné ce qu'il qualifie de nouvelle vague de punitions collectives infligées à une communauté déjà confrontée quotidiennement à des incursions et à un harcèlement constant aux postes de contrôle environnants.

« L'attaque vise Tubas en raison de sa situation géographique près de la vallée du Jourdain, dans le cadre d'une nouvelle tentative visant à imposer une nouvelle réalité », affirme-t-il, soutenant que les raids ont pour but de [déplacer les Palestiniens](#) et non de viser certains.

Le Hamas a également fermement condamné cette incursion, déclarant dans un communiqué qu'elle révélait « l'ampleur de la criminalité systématique pratiquée par le gouvernement d'occupation extrême, dans le cadre d'une politique d'extermination visant à éradiquer toute présence palestinienne afin d'obtenir le contrôle total de la Cisjordanie ».

Deux exécutions sommaires à Jéricho

Le lendemain de la mise en place de ce siège, jeudi 26 novembre, deux hommes ont été assassinés par les soldats israéliens dans la ville de Jéricho. Ils s'appelaient Al-Muntasir Billah Abdullah, 26 ans, et Youssef Asasa, 37 ans.

La scène est documentée par plusieurs vidéos, depuis plusieurs angles, qui ont fait le tour du monde et soulevé l'indignation générale. On y voit les deux hommes sortir d'un bâtiment les bras en l'air et soulever leurs hauts pour montrer qu'ils ne sont pas armés. On voit ensuite les soldats les abattre à bout portant.

Ce sont ces vidéos qui permettent aujourd'hui une large couverture de ce crime, mais les Palestiniens affirment que ces actes constituent une pratique systématique de l'armée israélienne. Plus de 1 000 Palestiniens ont été assassinés par l'armée israélienne depuis deux ans, et les journalistes qui documentent les crimes israéliens sont régulièrement pris pour cible.

Qualifiant ces fusillades d'« exécutions extrajudiciaires odieuses » et de « crime de guerre délictueux commis par Israël », le ministre palestinien des Affaires étrangères a appelé la communauté internationale à « prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la machine à tuer israélienne » et à faire davantage pour « dissuader de nouveaux crimes et imposer des mécanismes internationaux urgents de protection du peuple palestinien », notamment par le biais des forces de maintien de la paix des Nations unies.

Alors que de nombreux observateurs internationaux dénoncent une exécution sommaire, l'armée a annoncé ouvrir une enquête interne, alors que les officiers qui ont tiré affirment que les deux hommes n'auraient pas obéi à leurs ordres. Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qui supervise la police des frontières, a de son côté soutenu les agents et salué ces meurtres, déclarant froidement que les agents « avaient agi exactement comme on attendait d'eux », ajoutant sur X que « les terroristes doivent mourir ! »

La meurtrière opération « mur de fer »

Cette vague de raids militaires est une nouvelle étape de l'opération « mur de fer », en cours depuis le mois de janvier 2025, qui a notamment compris les sièges meurtriers de Jénine, Tulkarem et Nur Shams.

Dans un rapport consacré à cette opération et publié la semaine dernière par l'ONG Human Rights Watch (HRW), intitulé « Tous mes rêves ont été effacés : le déplacement forcé des Palestiniens par Israël en Cisjordanie », les témoignages de 31 Palestiniens déplacés de 3 camps différents détaillent les raids israéliens et leurs conséquences sur leurs vies, appuyés par de nombreux documents, vidéos et images satellites.

« Au début de l'année 2025, les autorités israéliennes ont expulsé de force 32 000 Palestiniens de leurs foyers dans les camps de réfugiés de Cisjordanie, au mépris des protections juridiques internationales, et ne leur ont pas permis de revenir », a déclaré Nadia Hardman, chercheuse senior sur les droits des réfugiés et des migrants à Human Rights Watch. « Alors que l'attention mondiale était focalisée sur Gaza, les forces israéliennes ont commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et un nettoyage ethnique en Cisjordanie, qui devraient faire l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires. »

Les Palestiniens déplacés de force ne se sont vus proposer aucune solution ou abri, et dépendent désormais d'aides humanitaires, quand beaucoup ont cherché refuge dans les maisons bondées de parents ou amis, ou se sont tournés vers les mosquées, les écoles et les associations caritatives.

Ils et elles n'ont pas été autorisés à retourner dans le camp, et une première évaluation des images satellites réalisée par le Centre Spatial des Nations Unies en octobre 2025 a révélé qu'au moins 1 460 bâtiments avaient été endommagés dans les trois camps.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), rien que cette année, les forces israéliennes ont mené près de 7 500 raids à travers la Cisjordanie.

« La Cisjordanie occupée connaît sa pire crise de déplacement depuis des décennies », a déclaré l'OCHA, citant les démolitions, les opérations militaires et l'escalade de la violence des colons israéliens.

date création

2025/11/28